**Son Excellence Monsieur Emmanuel Macron**

Président de la République

Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

diarra.dime-labille@elysee.fr

|  |
| --- |
| **[Partie à remplir par l’expéditeur]****Nom :** **Prénom :** **Adresse :** |

**Objet : Interpellation urgente sur la situation au Soudan**

Monsieur le Président de la République,

À la suite d’informations transmises par l’ACAT-France, je me permets de vous adresser cette lettre afin d’exprimer ma profonde inquiétude face à la guerre dévastatrice qui ravage le Soudan depuis avril 2023. Ce conflit oppose les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR) dans une lutte de pouvoir sans merci, au détriment de la population civile et de toute perspective de démocratie.

En deux années seulement, cette guerre a fait sombrer le pays dans une crise humanitaire et sécuritaire d’une ampleur dramatique : 24,6 millions de personnes souffrent de la faim, 13 millions sont déplacées, 16 millions d’enfants sont en danger. Le Darfour est, à nouveau, le théâtre de massacres ciblés. Les viols sont utilisés comme armes de guerre, les disparitions forcées et les exécutions sommaires se multiplient. Tous les acteurs au conflit commettent des exactions en masse. Les Nations unies évoquent de possibles crimes contre l’humanité, crimes de guerre, voire de génocide.

Malgré cela, la réponse internationale reste largement insuffisante : l’aide humanitaire est entravée, les efforts de médiation sont trop faibles, les sanctions ciblées rares, et la justice internationale peine à avancer. Le peuple soudanais, qui aspire à la paix, à la dignité et à la justice, est abandonné dans un silence international assourdissant. C’est pourquoi je vous exhorte, Monsieur le Président, à ce que la France continue à prendre ses responsabilités et œuvre activement à :

* Etendre l’embargo sur les armes au Soudan, actuellement limité au Darfour, ainsi que le régime de sanctions ciblées contre les responsables de violations graves des droits humains, tout en empêchant l’approvisionnement en armements des belligérants par des États tiers, dont certains sont partenaires de la France comme les Émirats arabes unis (EAU).
* Faire réellement pression sur les parties au conflit pour qu’elles cessent de s’en prendre aux populations civiles, mettent en place un cessez-le-feu immédiat et un processus de paix inclusif impliquant la société civile soudanaise.
* S'engager à mettre fin à l'impunité, en garantissant le soutien politique et financier nécessaire aux enquêtes en cours menées par la Cour pénale internationale (CPI) et les Nations unies, et en incitant les parties belligérantes à autoriser l’accès au Soudan aux enquêteurs internationaux.
* Garantir un accès humanitaire libre et sécurisé aux ONG et agences onusiennes.

Le Soudan ne doit pas être une nouvelle fois victime de l’impunité et de l’indifférence. La France, forte de son engagement en faveur des droits humains dans ce pays, doit agir avec détermination.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à cette requête et je vous prie d’agréer, Monsieur le Président de la République, l’expression de ma très haute considération.